

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur les tarifs et conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel

Contribution de la société Saint-Gobain

- Q1** Etes-vous favorable à la fusion des zones Nord H et Nord B au 1er avril 2013 ?
Nous sommes favorables à la fusion des zones Nord H et Nord B, et donc, à la création d'une zone Nord unique. Cette fusion simplifiera la gestion de nos sites alimentés en gaz B et améliorera les conditions commerciales auxquelles nous pouvons prétendre. Cette fusion devrait être considérée comme une étape vers la création d'une zone française unique.
- Q2** Etes-vous favorable à la mutualisation totale du coût de conversion du gaz H en gaz B (service base uniquement) dès le 1er avril 2011 ?
Nous sommes favorables à la mutualisation du coût de conversion du gaz H en gaz B afin de simplifier la gestion de nos usines présentes en zone Nord B. Dans le cadre d'un accès au PEG, la suppression de ce coût peut permettre un sourcing unique au PEG Nord H. Néanmoins, la disparition du coût doit s'accompagner d'une simplification de la gestion de l'équilibrage entre ces deux zones, permettant ainsi, aux fournisseurs de proposer les mêmes offres sur la totalité du Nord.
- Q3** Quels enseignements tirez-vous des résultats de l'étude réseau menée par GRTgaz et TIGF ?
Nous comprenons de cette étude que le réseau actuel permet, sous réserve de mise en place d'une règle de gestion opérationnelle, de réaliser la fusion des zones TIGF et GRTgaz Sud. En temps que consommateurs de la zone TIGF, nous confirmons l'intérêt de cette fusion pour la liquidité du marché. Le fait qu'un opérateur de réseau s'oppose à une évolution nécessaire au bon fonctionnement du marché nous paraît incompatible avec son statut.
- Q4** Etes-vous favorable à une diminution du terme tarifaire à l'interface entre les zones TIGF et GRTgaz Sud au 1er avril 2011, si la création d'une place de marché unique au 1er avril 2013 est retenue ?
De même que pour la suppression du terme de conversion gaz B/H, nous sommes favorables à la diminution de ce terme tarifaire afin de fluidifier les échanges avec la zone TIGF. Mais, de même que sur le terme de conversion, nous pensons que la diminution de ce terme devrait s'accompagner d'une réduction des contraintes de gestion entre ces zones.
- Q5** Etes-vous favorable aux autres évolutions de la structure tarifaire envisagées ?
Mêmes si les impacts de ces évolutions doivent être étudiés, nous sommes globalement favorables à ces évolutions. En particulier, la péréquation des tarifs aux points d'entrée du territoire nous paraît nécessaire pour garantir une certaine attractivité de la zone Sud.
- Q6** Quelle est votre analyse du service de flexibilité infra-journalière proposé par GRTgaz ?
Nous ne sommes pas compétents sur l'analyse des coûts présentés par GRTgaz. La prise en compte d'un seuil de modulation infra-journalière nous semble correspondre à la problématique : seront soumis à cette tarification les CCG ainsi que d'éventuels sites présentant les mêmes caractéristiques (s'il en existe). Par contre, la franchise de modulation proposée par GRTgaz qui serait prise en charge par tous les utilisateurs ne nous semble pas correspondre à l'objet de cette tarification : dans ce contexte, tous les utilisateurs du réseau devront financer une partie de la mise en place de ces CCG. Nous souhaitons donc la suppression de cette franchise.
- Q7** Etes-vous favorable à la répercussion des coûts supplémentaires liés à la flexibilité infra-journalière aux sites fortement modulés à travers un service spécifique ?
Nous pensons que cette répercussion serait juste étant donné que les coûts supplémentaires sont directement liés à la mise en service de ces sites.

- Q8** Que pensez-vous du seuil de 0,8 GWh de volume modulé journalier moyen proposé par GRTgaz pour l'application du service de flexibilité infra-journalière ?
Ce seuil nous semble adapté. Nos sites industriels, aujourd'hui contributeurs à la stabilité du réseau, seront par ce seuil exclus de ce service.
- Q9** Quelle est votre analyse du service de flexibilité infra-journalière envisagé par la CRE ?
*Nous ne souhaitons pas devoir supporter la mise en service de ces CCG. A cet effet, nous pensons que la franchise ne répond pas à notre attente.
Nous n'avons pas d'avis sur le reste de la proposition (niveau de la part fixe et proportionnelle).*
- Q10** Etes-vous favorable à la définition de deux services distincts, un service de flexibilité infra-journalière pour la programmation la veille pour le lendemain et un service pour les renominations en cours de journée ?
Nous n'avons pas d'avis sur la question.
- Q11** Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz concernant l'évolution du système d'équilibrage sur son réseau de transport ?
Nous n'avons pas d'avis sur la question.
- Q12** Que pensez-vous de la position de TIGF concernant le système d'équilibrage sur son réseau de transport ?
Cette position est compréhensible et demandera à être revue lors de la création d'un marché unique zone Sud.
- Q13** Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?
En particulier, nous constatons que TIGF est beaucoup plus prompt à demander des hausses de tarifs pour financer ses frais de personnel que de s'activer en faveur de la fusion des zones sud pourtant demandée par tous et ne posant pas de problème majeur. D'une manière générale, nous souhaitons que la CRE reste vigilante non seulement sur la couverture des coûts par les tarifs mais aussi sur les gains de productivité à réaliser par les transporteurs.